

FIN DE PARTIE ?

AMÉRIQUE LATINE : LES EXPÉRIENCES PROGRESSISTES DANS L'IMPASSE (1998-2019)

**FRANCK GAUDICHAUD
MASSIMO MODONESI
JEFFERY R. WEBBER**

SYLLEPSE EDITIONS

FIN DE PARTIE ?
AMÉRIQUE LATINE : LES EXPÉRIENCES PROGRESSISTES
DANS L'IMPASSE (1998-2018)

FRANCK GAUDICHAUD
MASSIMO MODONESI
JEFFERY R. WEBBER

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

LES AUTEURS

Franck Gaudichaud est docteur en science politique et professeur en histoire et civilisation de l'Amérique latine contemporaine à l'université Toulouse Jean-Jaurès. Il a publié plusieurs ouvrages sur le Chili et l'Amérique latine, dont notamment en français: *Chili 1970-1973: mille jours qui firent trembler le monde* (PUR, 2016) et *¡Venceremos! Analyse et documents sur le pouvoir populaire chilien, 1970-1973* (Syllepse, 2013). Il est membre du comité éditorial de la revue *ContreTemps* et collaborateur du *Monde diplomatique*.

Massimo Modonesi est sociologue et professeur de science politique à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Il a dirigé la revue *Memoria*. Spécialiste de Gramsci et auteur de plusieurs livres sur les mouvements sociaux et politiques en Amérique latine. Parmi ses dernières publications: *The Antagonistic Principle. Marxism and Political Action* (Haymarket, 2019) et *Revoluciones pasivas en América* (Ítaca, 2017).

Jeffery R. Webber est spécialiste de politique économique internationale et professeur au département de science politique à York University, Toronto. Parmi ses derniers ouvrages: *The Last Day of Oppression, and the First Day of the Same: The Politics and Economics of the New Latin American Left* (Pluto, 2017); *Crisis and Contradiction: Marxist Perspectives on Latin America in the Global Political Economy* (coord., Brill, 2015). Il est membre du comité éditorial de la revue *Historical Materialism*.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2020 POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-775-9 (PAPIER)

IMAGE DE COUVERTURE : DR

Publié en 2019 au Mexique en espagnol sous le titre *Los gobiernos progresistas latinoamericanos del siglo XXI. Ensayos de interpretación histórica*, Mexico, UNAM Ediciones.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
1. DES CONFLITS, DU SANG ET DES ESPOIRS FRANCK GAUDICHAUD	15
2. MARCHÉ MONDIAL, DÉVELOPPEMENT INÉGAL ET DYNAMIQUES D'ACCUMULATION : L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINE JEFFERY R. WEBBER	89
3. LE PROGRESSISME LATINO-AMÉRICAIN : UN DÉBAT D'ÉPOQUE MASSIMO MODONESI	135
ÉLÉMENTS DE CONCLUSION	181

INTRODUCTION

«¡En pie de lucha, hasta que la dignidad se haga costumbre!»¹

Au cours des cinq premières années du 21^e siècle, l'Amérique latine a connu une vague de défaites électorales des partisans du néolibéralisme, jusqu'alors «invincibles», en même temps qu'un des plus conséquents processus de remplacement (bien que relatif) des groupes dirigeants que l'histoire de la région ait connu. Lors d'une brève séquence qui s'est accélérée entre 2002 et 2006, le Venezuela, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, l'Équateur, le Nicaragua et El Salvador, ont été dirigés par des partis et des présidents qui se déclaraient anti-néolibéraux. C'est ainsi que pendant la première décennie du 21^e siècle, on a assisté au déploiement d'un grand nombre de gouvernements aux tonalités progressistes, du jamais vu depuis les années 1930 et 1940 du siècle précédent.

Ces gouvernements ont réussi à établir un certain degré d'hégémonie qui leur a permis de se maintenir au pouvoir pendant un cycle temporel étonnamment long, entre dix et près de vingt ans, et de mener trois processus constitutants, réussir plusieurs réélections présidentielles, obtenant y compris le remplacement du titulaire de l'exécutif par un autre dirigeant issu du même parti (sauf pour les cas de la Bolivie et du Nicaragua). Toutefois, ces dernières années, pour de multiples raisons qui seront analysées dans cet ouvrage, ce processus est entré dans une phase d'épuisement – parfois désignée par l'expression «fin de cycle» – qui s'est tout d'abord manifestée par la défaite électorale de Cristina Kirchner en Argentine en 2015, par le coup d'État institutionnel au Brésil en 2016, avec l'échec du référendum pour la réélection d'Evo Morales en Bolivie la même année, ou encore au travers de la victoire serrée de Lenín Moreno en Équateur en 2017 et son affrontement presque immédiat avec Rafael Correa. Cette nouvelle étape a, de plus, pris une forme explosive et dramatique tant dans la crise

1. «En lutte, jusqu'à ce que la dignité devienne la norme!»

vénézuélienne depuis 2014 qu'avec la vague répressive qui saigne le Nicaragua de Daniel Ortega, à partir de 2018.

Dans le but de rendre compte de manière globale de la montée, de la consolidation et de la crise de ces expériences politiques «progressistes», ce livre vise à fournir des clés de lecture critique pour relever les défis analytiques liés à deux éléments transcendants qui lui confèrent une valeur dépassant y compris la dimension latino-américaine : leur historicité et leur *politicalité*, c'est-à-dire leur portée temporelle rétrospective et leur perspective à partir de la densité politique et de la composition interne qui les caractérisent. L'historicité du cycle progressiste est évidente à court terme car elle constitue un chapitre significatif de l'histoire du temps présent – que nous pouvons dénommer provisoirement comme «les deux décennies du progressisme latino-américain» –, marqué par la ligne de tension néolibéralisme-anti-néolibéralisme-post-néolibéralisme, par la discontinuité introduite par les gouvernements, leur discours et leurs pratiques, et par rapport au cycle néolibéral précédent.

C'est pourquoi l'expression «changement d'époque» pour désigner ces vingt années peut se justifier. Cependant – et cela questionne précisément la caractérisation de sa *politicalité* – la portée de ce changement n'est pas aussi évidente au sens de «faire époque», ce qui, comme le suggérerait Gramsci, implique une rupture profonde et durable, une différence qualitative qui différencie un changement d'une transformation, dépassant ainsi le niveau strictement politique pour se consolider au niveau structurel et culturel. À cet égard, les gouvernements qui se sont proclamés post-néolibéraux, voire «révolutionnaires», ont été évalués selon ce critère, à la fois par leur droite et par leur gauche, soit comme allant trop loin soit comme restant en deçà de leurs proclamations et aspirations. L'historiographie des prochaines décennies, en appréciant ces phénomènes selon un impact que nous ne pouvons pas encore mesurer pleinement, nous permettra d'estimer la portée réelle de ces deux décennies progressistes à moyen et long terme.

Une portée qui pourrait être comparée, *mutatis mutandis*, à l'impact des gouvernements progressistes ou nationaux-populaires latino-américains des années 1930 et 1940, qui ont également été la conséquence d'une vague ou cycle de mobilisation collective et qui ont fonctionné comme une solution de compromis, comme un moyen de tempérer et de désamorcer le conflit social, ouvrant une époque de révolution passive qui s'est avérée assez réussie à court terme, mais s'est inexorablement

épuisée à moyen terme. Car, au sein de cette inflexion hégémonique, est apparu un autre cycle de mobilisation et de conflit qui a commencé entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1950 et s'est achevé dans les années 1970, avec la vague des régimes militaires qui a écrasé les diverses expressions – national-populaires et socialistes révolutionnaires – de mouvements populaires construits et renforcés au cours d'au moins un demi-siècle d'histoire. L'hypothèse selon laquelle il existe des caractéristiques similaires dans la configuration de ces deux cycles historiques mérite d'être explorée de manière beaucoup plus approfondie et systématique. Sans aucun doute, une telle étude devra donner lieu à un exercice comparatif et à une analyse des cycles politiques de moyenne durée en Amérique latine.

Au-delà de sa portée historique, quant à sa *politicalité*, l'expérience latino-américaine a proposé sa propre contribution au débat-processus de renouveau/reconfiguration des gauches au niveau mondial, près de trente ans après la chute du mur de Berlin. Malgré les différences et les spécificités qui seront exposées dans cet ouvrage, nous pouvons affirmer que l'Amérique latine du début du 21^e siècle a été caractérisée par l'irruption d'un anti-néolibéralisme venu «d'en bas», qui a dérivé en projet progressiste mis en œuvre «par en haut», lequel s'est proclamé post-néolibéral, puis a été remis en question en raison de ses aspects populistes et a fini par être poussé dans ses retranchements par une combinaison de protestations surgies à sa gauche, ainsi que par la réaction restauratrice des droites néolibérales d'origine oligarchique.

La notion de progressisme est conceptuellement vaste et ambiguë, comme l'est le champ réel des expressions et des configurations de centre-gauche et national-populaires qui ont conquis le pouvoir d'État en Amérique latine. C'est ainsi que l'ont compris les dirigeants eux-mêmes en recherchant un dénominateur commun minimum, de même que les critiques, les opposants et les analystes qui ont tenté de mettre en évidence un modèle ou un format transversal dans cette expérience récente. C'est pourquoi, en devenant insaisissable mais omniprésent, le mot "progressiste" s'est peu à peu institué comme l'adjectif qualificatif par lequel les gouvernements ont été caractérisés par convention et il s'est donc transformé en mot-clé dans le lexique des débats en cours, aussi bien sur le terrain politique qu'académique.

Par ailleurs, en ce qui concerne les contenus qu'elle prétend désigner, la notion de progressisme a l'avantage de cibler certains aspects

constitutifs des projets et des pratiques de ces gouvernements. En effet, cette notion appartient au langage par lequel, historiquement, dans la gauche marxiste, on a désigné les programmes et les forces sociales et politiques sociaux-démocrates, populistes ou national-populaires qui cherchaient à transformer et réformer le capitalisme en introduisant des doses d'intervention, de régulation étatique et de redistribution de la richesse : dans le cas latino-américain, avec un accent nettement développementaliste et, parfois, anti-impérialiste. Ce projet, désormais présenté comme «néo-développementisme», se rattache à la notion de progrès et contribue à définir l'horizon et le caractère du modèle progressiste, ainsi que ceux des critiques qui, depuis des perspectives environnementalistes, éco-socialistes ou postcoloniales, remettent en cause les idées de progrès et de développement extractiviste tant dans leurs expressions des siècles passés que dans leur prolongement au 21^e siècle.

Il faut noter que, parallèlement au progressisme, un autre concept polémique – sur lequel nous ne nous arrêterons pas en raison de la complexité qu'il implique – a hanté le débat latino-américain : celui du populisme. Nous nous contenterons d'évoquer ici l'ambivalence (et souvent les mésusages) d'une notion utilisée par les droites pour remettre en cause, depuis des positions conservatrices ou réactionnaires, l'étatisme, l'assistencialisme-clientélisme ou l'autoritarisme, et parfois par les gauches d'opposition qui ont ajouté le manque de consistance anti-néolibérale et anticapitaliste, un interclassisme forcé qui en réalité abritait la continuité substantielle des divisions entre les classes et, en son sein, l'émergence de certains groupes, fractions ou bureaucraties qui occupaient des places cruciales dans les rapports de domination.

Les critiques quant à l'hypothèse et aux pratiques progressistes, parfois remises en cause sous la bannière de «populistes», se sont intensifiées à partir du moment où, dès 2013, les effets de la crise économique mondiale de 2008 se sont fait sentir et où, par conséquent, les gouvernements ont cessé de disposer des ressources nécessaires pour assurer tant l'accumulation du capital que la redistribution partielle des richesses. D'en bas et à gauche du progressisme, s'écartant parfois des périmètres des alliances et des coalitions mises en place par les gouvernements, ou bien affirmant une indépendance jamais abandonnée, ont émergé diverses expériences de luttes sociales, de mobilisations et de protestations collectives qui, sans réussir à articuler une alternative radicale cohérente et en se maintenant souvent dispersées ou sporadiques, ont

néanmoins montré des fissures et des ruptures sur le flanc gauche de l'hégémonie progressiste.

Cependant, dans le contexte d'une crise qui devenait organique, ce sont les droites latino-américaines qui ont profité de la conjoncture pour reprendre l'initiative politique qu'elles avaient perdue au milieu des années 2000. Une récupération relative qui montre très rapidement ses limites, non seulement parce qu'elle n'a pas réussi à s'étendre et à se généraliser, mais aussi parce que, tant au Brésil qu'en Argentine, le projet restaurateur des élites néolibérales et des vieilles oligarchies s'est présenté de manière brutale, sans détours, ni velléités de construction de consensus, montrant l'avidité et le cynisme dans l'exercice du gouvernement, ainsi que l'inefficacité des formules économiques.

Dans le scénario actuel, ouvert sur de multiples dénouements, il faut reconnaître que le progressisme, malgré son incontestable crise et ses reflux évidents, n'est pas mort : il n'a non seulement pas terminé dans les poubelles de l'histoire, mais il continue à être une option légitime aux yeux de grandes majorités comme alternative à la droitisation sur le terrain de la dispute pour le pouvoir d'État. En parallèle, les gauches sociales ou anticapitalistes, les mouvements populaires et les organisations en lutte se maintiennent sur le terrain respectable et indispensable – mais encore limité – de la résistance, peinant à se constituer comme pôles d'accumulation et d'expansion de forces alternatives. C'est pourquoi, en dépit de ses défaites, de sa crise et de l'avancée inexorable de la fin du cycle historique et politique au cours duquel se manifestait une hégémonie progressiste certaine au plan régional, la formule progressiste est encore largement revendiquée en Amérique latine, parfois avec pour prétention de modifier les limites ou les erreurs du cycle précédent. Même si les textes qui ponctuent cet ouvrage ont été écrits avant, une démonstration de cette résilience des progressismes saute aux yeux avec l'élection récente de Manuel López Obrador au Mexique (qui incarne une sorte de « progressif tardif » et une rupture dans l'histoire électorale du pays). Cela est aussi confirmé avec la très probable réélection de Evo Morales en Bolivie pour un quatrième mandat, en octobre prochain ou encore par le retour annoncé au pouvoir de Cristina Kirchner, mais cette fois-ci comme vice-présidente et en alliance avec les secteurs péronistes conservateurs. Ces constats ne remettent en aucun cas, selon nous, l'analyse sur la fin de l'âge d'or de l'hégémonie progressiste et nationale-populaire, mais confirment plutôt

la zone de turbulences et d'instabilités dans laquelle l'Amérique latine est entrée.

Avec ce livre, notre objectif principal est avant tout rétrospectif et vise à proposer un premier bilan d'histoire du temps présent plutôt que de s'aventurer dans diverses conjectures autour de la changeante situation de la vie politique immédiate du sous-continent. Les trois chapitres qui composent cet ouvrage visent à offrir un panorama pluriel, critique et, en même temps, précis de ces processus. Chacun d'eux aborde une dimension fondamentale qui inclut la perspective historique et vise à caractériser le moment politique transcendantal qu'a connu l'Amérique latine au cours des dernières deux décennies.

Dans le premier chapitre, nous proposons une périodisation des relations complexes entre luttes de classe, progressismes, gauches et mouvements populaires depuis les années 1990 jusqu'à nos jours. Nous y insistons en premier lieu sur l'urgence plébéienne, sur les mouvements et les résistances qui ont fissuré l'hégémonie néolibérale et le consensus de Washington. Ce chapitre montre ensuite la montée des gouvernements progressistes, de centre-gauche ou nationaux populaires et anti-impérialistes à partir de 1998-1999 et de l'élection de Hugo Chávez. La seconde moitié des années 2000 apparaît alors comme un «âge» d'institutionnalisation-bureaucratization des progressismes, de l'expérience bolivarienne et d'une redistribution partielle des recettes d'exportation dans le cadre de diverses formes de capitalisme d'État. Enfin, nous insistons sur le reflux politique, les dérives autoritaires et la répression des dissidences, la formation de nouvelles castes au pouvoir, les tensions avec les mouvements populaires, la corruption (et son instrumentalisation) et le retour des droites, à partir de 2013. Une période «en tension», également caractérisée par de nouvelles dynamiques de lutte et d'actions collectives, provenant tant des secteurs conservateurs de la société que des mouvements sociaux antagonistes et émancipateurs.

Dans le deuxième chapitre, nous analysons l'économie politique de la gauche progressiste latino-américaine, reliant, de façon complexe, les rythmes de l'accumulation capitaliste et la crise dans la région, avec la dynamique internationale du marché mondial et les caprices géopolitiques des impérialismes étasunien et chinois au 21^e siècle. Ce chapitre examine la montée, la consolidation et, enfin, la crise du néolibéralisme en Amérique latine au cours des années 1980 et 1990, l'essor des matières premières et le renforcement électoral des progressismes

entre 2003 et 2011, et les répercussions économiques et politiques de la dernière crise mondiale capitaliste – la grande récession de 2008 – qui a commencé à sérieusement affecter l'Amérique latine en 2012. Nous y expliquons la relation dialectique entre les temporalités politiques et économiques de l'Amérique latine pendant les dernières décennies, en insistant sur les ruptures et la continuité de la politique économique de la région au cours des différentes phases des gouvernements évoqués.

Dans le troisième chapitre, nous analysons le débat qui s'est ouvert dans l'intellectualité latino-américaine de gauche, concernant cette étape historique et sa caractérisation. Nous proposons une présentation des coordonnées générales du débat et nous récapitulons les principaux arguments des différentes positions nationales-populaires, «populistes», anticapitalistes, autonomistes-libertaires, écologistes et post-coloniales. En arrière-plan, nous signalons une tension théorico-politique, aux antipodes du débat, entre une tendance hégémoniste et une autre autonomiste, entre d'une part la défense de l'initiative d'en haut, depuis l'État, à partir d'alliances pluriclassistes et au moyen de réformes limitées et dosées et, d'autre part, la critique de cette orientation stratégique, mettant l'accent sur la défense de l'auto-organisation populaire, sur l'initiative de celles et ceux d'en bas et sur la nécessité d'une stratégie radicale antisystémique.

Pour finir, cet ouvrage propose certains éléments de conclusion qui cherchent à classer et à résumer les principales idées exposées et à ouvrir une fenêtre sur l'avenir.

Nous espérons que cette lecture stimulera l'analyse et le bilan critique des expériences sociopolitiques qui ont bouleversé l'ordre néolibéral en Amérique latine et ont représenté un tournant historique, dont nous vivons les conséquences encore aujourd'hui et sur lesquelles nous devons réfléchir en termes stratégiques si nous voulons anticiper et co-construire des futurs souhaitables et émancipateurs pour Notre Amérique.

TRADUCTION DE L'ESPAGNOL : CATHY FERRÉ

DES CONFLITS, DU SANG ET DES ESPOIRS

FRANCK GAUDICHAUD

Si l'Amérique latine reste parfois dans l'imaginaire collectif mondial le sous-continent des révolutions (ou des dictatures), c'est qu'elle a été – au-delà des images romantiques du «guérillero héroïque» – effectivement traversée par de profonds bouleversements sociaux au 20^e et en ce début de 21^e siècle, mais aussi par l'irruption régulière des classes subalternes sur l'échiquier politique des dominants et de l'impérialisme. La région a ainsi connu de grands moments de rupture de l'ordre établi et plusieurs projets aux accents révolutionnaires, nationaux anti-impérialistes ou populistes, souvent vaincus ou écrasés par diverses formes de contre-révolution, autoritarismes étatiques, paramilitaires et interventions états-uniennes¹. Rappelons brièvement que c'est la révolution mexicaine dès 1910 qui, d'une certaine manière, inaugure le «court» 20^e siècle, quelques années avant la Révolution russe de 1917, avec un soulèvement paysan et indigène qui fut, en même temps, révolution nationale et modernisatrice. Nous pourrions continuer ainsi une liste longue d'expériences collectives radicales qui ont forgé la modernité politique latino-américaine et ses rapports de classes. Citons, pêle-mêle, la révolution salvadorienne ou la lutte armée de Sandino dans les années 1930 ; le processus révolutionnaire paysan et des mineurs boliviens en 1952 qui donna naissance à l'un des bastions de la classe ouvrière sud-américaine pour de nombreuses années (la COB, Centrale ouvrière bolivienne) ; bien entendu l'une des grandes – et rares – révolutions

1. Voir par exemple : Gustavo Carlos Guevara (coord.), *Sobre las revoluciones latinoamericanas del siglo XX*, Buenos Aires, Newen Mapu, 2017 ; Fernando Mires, *La rebelión permanente : las revoluciones sociales en América Latina*, Mexico, Siglo XXI, 2001 ; Alan Knight, *Revolución, democracia y populismo en América Latina*, Santiago, Centro de Estudios Bicentenario y Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005.

victorieuses, celle de Cuba et du castrisme en 1959 qui continue à être une référence pour de nombreux·euses militant·es plus de soixante ans après ; la « voie chilienne au socialisme » au Chili durant le gouvernement Allende (1970-1973) ou encore l'expérience sandiniste au Nicaragua, à partir de la chute du clan Somoza en 1979 (et ce jusqu'à la défaite électorale de 1990)². Et si la revendication du socialisme « du 21^e siècle » a fleuri quelque temps durant les années Chávez au Venezuela, c'est que l'idée même du socialisme n'avait pas été complètement enterrée sous les décombres du mur de Berlin et continuait à creuser ses galeries dans le champ bigarré des gauches sociales et politiques de l'indo-afro-amérique latine (ou *Abya Yala*). Cela avec en mémoire l'importance qu'a pu avoir – dans les années 1960 et 1970 – l'idée de rompre avec le capitalisme dépendant et la place occupée par plusieurs organisations d'une gauche révolutionnaire issue de courants idéologiques divers dans des pays tels que l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay ou encore par la lutte armée en Amérique centrale (jusqu'au début des années 1990). Quant à la notion de « pouvoir populaire », elle a été l'une des grammaires collectives qui a parcouru les grandes mobilisations sociales latino-américaines et bien que désignant un concept à la fois flou et flexible, elle incarne une dynamique que l'on peut voir à l'œuvre durant les périodes de crises révolutionnaires (comme à Cuba ou au Chili), mais aussi dans plusieurs expérimentations locales, circonscrites à un quartier, une usine, un territoire. Ce *poder popular* consiste ainsi en une série d'expériences sociales et politiques par « en bas », la création de nouvelles formes d'appropriations collectives (souvent limitées), qui s'opposent – pour partie ou en totalité – à la formation sociale dominante et aux pouvoirs constitués³. En d'autres termes, il s'agit d'une remise en cause des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, des mécanismes de domination matérielle, de genre, de race ou symbolique. L'Amérique latine a été secouée, en plusieurs points de son territoire, par ces « éclairs autogestionnaires » aux identités et à la géographie sociale

2. Michael Löwy, *El marxismo en América Latina: antología desde 1909 hasta nuestros días*, Santiago, LOM, 2007.

3. Pour une réflexion collective, voir entre autres : GESP (coord.), *Movimientos sociales y poder popular en Chile: Retrospectivas y proyecciones políticas de la izquierda latinoamericana*, Santiago, Tiempo Robado, 2015 ; Miguel Mazzeo, *El sueño de una cosa (introducción al poder popular)*, Buenos Aires, El Colectivo, 2007 ; et centré sur l'expérience chilienne : Franck Gaudichaud, *Chile 1970-1973 : Mil días que estremecieron al mundo, poder popular, cordones industriales y socialismo durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM, 2016.

inextricablement liées à leur ancrage dans ce continent. La praxis de cette auto-organisation est toujours en filigrane dans les veines ouvertes des processus que nous analyserons ci-dessous, mais elle est très souvent, comme nous le verrons, malmenée, étouffée, réprimée ou victime de ses propres limites.

À la base de telles dynamiques, de nombreux acteurs populaires mobilisés, des mouvements sociaux quelques fois massifs, et une lutte des classes âpre, contradictoire et souvent violente, sous la pression des aléas du capitalisme globalisé, évoluant de manière non linéaire selon plusieurs facteurs externes et internes : inflexions et poids du marché mondial ; déploiements et poids des stratégies impérialistes ; structures économiques et étatiques ; formes, ressources et répertoires des organisations sociales ; capacité des bourgeoisies locales à exercer leur hégémonie ; (re)composition du champ électoral et partisan ; transformation des régimes politiques, etc.⁴

«Tournant à gauche», «vague» progressiste, «fin» du néolibéralisme... L'inflexion politique et gouvernementale vécue par de nombreux pays de l'Amérique du Sud et quelques-uns d'Amérique centrale au milieu des années 2000 a étonné nombre d'observateurs, voire fasciné quelques-uns. S'est installée, un temps, une narration très optimiste, hagiographique dans certains cas, de la vague rose («*pink tide*»), et ce jusque sous la plume d'intellectuels de renom, bien que pas toujours très au fait de l'histoire du sous-continent⁵. Pourtant, comme le soulignait, en 2016, le théologien et sociologue François Houtart, secrétaire exécutif du Forum mondial des alternatives, le défi – en particulier pour les pays comme la Bolivie, le Venezuela et l'Équateur qui ont fait naître le plus d'espérances dans les rangs d'une gauche mondiale en mal d'exemples à suivre – restait de trouver les voies d'une voie concrète vers un nouveau paradigme postnéolibéral et même, selon certains, postcapitaliste⁶... Il s'agissait donc initialement, selon certains militants sociaux et leaders politiques, de ne pas rester enfermés dans un projet de modernisation capitaliste et moins encore dans le cadre

4. James Petras et Henry Veltmeyer (dir.), *The Class Struggle in Latin America: Making History Today*, Londres, Routledge, 2017.

5. Il suffirait de revenir sur plusieurs déclarations de Noam Chomsky ou encore à certains écrits de Tarik Ali, dont : *Pirates of the Caribbean: Axis of Hope*, Londres, Verso, 2006.

6. François Houtart, «Amérique latine : fin d'un cycle ou épuisement du post-néolibéralisme?», CETRI, 2016, www.cetri.be/Amerique-latine-fin-d-un-cycle-ou.

d'un nouveau modèle fondé sur l'extractivisme ou dans le simple cadre d'un réarrangement des rapports de force entre développement national, bourgeoisies régionales et capitaux étrangers. De ce point de vue, il nous semble fondamental de revenir aujourd'hui dans une perspective critique sur les deux dernières décennies afin d'embrasser la période ouverte au début des années 2000 dans la lutte contre l'hégémonie néolibérale, jusqu'à la période actuelle de reflux des progressismes et de profonde crise bolivarienne (2013-2018), en passant par leur institutionnalisation au sein de diverses variétés de capitalisme d'État redistributif, entre 2007 et 2013.

Globalement, il est évident que penser les mouvements populaires, leurs rapports aux champs politique et institutionnel, leur influence sur le cours des transformations économiques et sociales, leurs capacités à orienter les mots et les choses, nécessite en soi tout un débat théorique et épistémologique sur la définition même de mouvement social et populaire en Amérique latine ou encore sur celui des caractéristiques de la lutte des classes dans le sous-continent. Un tel débat échappe évidemment aux limites de ce court essai⁷. Il est néanmoins indispensable de souligner quelques évidences. Tout d'abord que le concept même de mouvement social latino-américain peut faire référence à une immense variété de mouvements, collectifs, acteurs, et d'ailleurs sans qu'il s'agisse forcément de mobilisations émancipatrices ou à caractère antisystémique. De fait, au cours des quinze dernières années, mais surtout depuis 2010, les pays «du tournant à gauche» ont même vu se déployer un grand nombre de mobilisations collectives conservatrices ou réactionnaires qui, dans certains cas, ont été capables de faire défiler dans la rue des centaines de milliers de personnes. Que l'on pense, par exemple, à la façon dont les droites et la société civile brésilienne (avec des collectifs comme *Vem para a rua*, *Revoltados on line* et *Movimento Brasil Livre*) ont su mobiliser durant des semaines dans des centaines de villes, à partir de la fin 2014, puis de nouveau en 2015 et 2016, tout d'abord en soutien à la destitution de la présidente de centre-gauche Dilma Rousseff, et par la suite dans le contexte de l'opération anticorruption *Lava Jato*. Des manifestations de masses «antipolitiques», quoique

7. Plusieurs écoles et courants ont cherché à définir les mouvements actuels, parfois depuis la théorie des «nouveaux mouvements sociaux» (dans le sillage d'Alain Touraine) ou à partir des travaux portant sur la «mobilisation des ressources» et la «rationalité de l'action collective» en suivant Olson ou Tarrow, notamment.

systématiquement contre le Parti des travailleurs, tout en prenant garde de ne pas trop importuner la présidence illégitime et transitoire du néolibéral Temer. Des mobilisations « anticorruption » qui ont compté avec l'appui des grands groupes médiatiques (dont Globo), le financement d'importantes entreprises et qui avaient à leur tête des militants de droite et d'extrême droite, ouvrant par la suite la porte à la candidature (fascisante) au pouvoir de Jair Bolsonaro... On pourrait penser également aux mobilisations réactionnaires de 2008 dans la région de Santa-Cruz et favorables à la partition de la Bolivie autour des régions de la « *media luna* »⁸, en Bolivie, contre le gouvernement de Evo Morales ; à celles des syndicats de grands producteurs contre Cristina Kirchner et son programme de taxes à l'export en Argentine (la même année) ; aux réactions hostiles à toutes politiques de légalisation de l'avortement dans plusieurs pays, avec le soutien des Églises catholique ou évangéliques ou encore aux mobilisations de l'opposition vénézuélienne depuis une quinzaine d'années. En suivant l'historien Valerio Arcary, on peut *a minima* rappeler quelques critères permettant de déceler le caractère réactionnaire, progressiste ou à visée émancipatrice des mouvements sociaux, à savoir leur filiation « historico-sociale » et motivations déclarées, leur composition de classe (ou fraction de classe), ensuite le sujet politique qu'ils mobilisent et l'orientation idéologique de leurs leaders, enfin les conséquences et principaux résultats de ces actions collectives⁹.

Autre problème essentiel : l'on sait que nombre de généralisations et d'« étiquettes » sociologiques, par exemple l'appellation « mouvement indigène » ou « mouvement ouvrier » ne permettent pas toujours de déceler les nombreuses tensions et différenciations internes qui traversent ces mouvements, leurs tendances corporatistes ou « mouvementistes », leur composition ou fonctionnement plus ou moins vertical, etc. Il s'agit donc d'appellations normatives qui aident à l'interprétation, mais qui ne sauraient faire l'économie d'analyses plus fines. À ce propos, nous privilégierons le concept de « mouvements populaires antagoniques » dans le sens où l'utilisent plusieurs auteurs latino-américains issus du marxisme critique, soit un antagonisme social et des actions collectives de celles et

8. C'est ainsi que l'on désigne les départements orientaux qui forment une « demi-lune » face aux régions andines.

9. Valerio Arcary, « Quatro critérios para definir se uma mobilização social é progressiva ou reacionária », *Esquerda on line*, 6 décembre 2016, <http://esquerdaonline.com.br/2016/12/06/quatro-criterios-para-definir-se-uma-mobilizacao-social-e-progressiva-ou-reacionaria/>.

ceux d'en bas qui s'inscrivent dans la matérialité des rapports de force du capitalisme dépendant et aspirent à les transformer partiellement ou globalement. Des mouvements populaires pensés comme «nouvelles radicalités critiques» antagoniques, potentiellement émancipatrices et facteur d'auto-organisation des subalternes¹⁰. Ceci sans oublier que de tels mouvements sont dans de nombreuses conjonctures minoritaires dans l'espace social, particulièrement quand, au cours des dernières années, on peut constater la montée en force de courants de masses réactionnaires et évangéliques.

Enfin, penser le social et le politique durant le «cycle progressiste», c'est aussi avoir à l'esprit à quel point les conflits de classes, et cela se confirme fortement en Amérique latine, sont certes le fait des résistances et possibilités d'organisation de celles et ceux d'en bas, mais aussi (et parfois surtout) des capacités des dominants à exercer leur hégémonie par le consensus, la coercition ou la cooptation/intégration. Ce chapitre tente ainsi de faire une synthèse de plusieurs travaux récents sur les relations changeantes entre luttes de classes, mouvements populaires, État et gouvernements au cours de la période¹¹. Pour ce faire, nous proposons ci-dessous une périodisation générale au prisme des expériences progressistes, en essayant de tracer quelques éléments communs à l'époque, tout en ayant conscience des grandes disparités nationales et régionales qui séparent chaque processus, et du caractère parfois arbitraire des bornes temporelles choisies. Néanmoins, nous présentons à chaque fois des éclairages plus spécifiques par pays, afin de souligner les spécificités, tout en offrant au lecteur le point de vue de plusieurs intellectuels critiques latino-américains ou écrivant sur cette région du monde.

10. Hernán Ouviaña, «La política prefigurativa de los movimientos populares en América Latina. Hacia una nueva matriz de intelección para las Ciencias Sociales», *Acta Sociológica*, vol. 2, septembre-décembre 2013. Pour une approche théorique, voir Massimo Modonesi, *Subalternidad, antagonismo, autonomía*, Buenos Aires, Prometeo/Clacso, 2010.

11. Ce chapitre prolonge notamment des réflexions individuelles et collectives antérieures, menées depuis dix ans. Voir notamment Franck Gaudichaud (dir.), *Le Volcan latino-américain : gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel, 2008 ; et Franck Gaudichaud (coord.), *Amériques Latines : émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

